
Brésil : les suites de la lutte des Tupinikim et Guarani contre Aracruz Celulose

Après la destruction, en janvier dernier, des villages tupinikim et guarani par les tracteurs de l'entreprise Aracruz Celulose avec l'appui de la police fédérale (voir le bulletin n° 102 du WRM), plusieurs centaines de messages internationaux de solidarité avec la lutte des autochtones pour récupérer les terres qui leur appartiennent légitimement ont été adressés aux autorités brésiliennes.

L'attention accordée par la presse étrangère à la violence de la police et aux nombreuses irrégularités entourant la décision du juge (qui a motivé l'action de la police et sur laquelle le ministère public fédéral est en train d'enquêter) a poussé la maison royale de la Suède à retirer sa participation financière dans la société Aracruz (partenaire de l'entreprise suédo-finnoise Stora Enso dans l'usine de pâte Veracel, située dans l'État de Bahia). La société d'investissement privée de la famille royale suédoise, Gluonen (qui appartient à la princesse héritière Victoria, à son frère le prince Carl Phillip et à sa soeur la princesse Madeleine) avait un paquet d'actions d'Aracruz de grande valeur. Lorsque les médias ont redoublé leurs critiques, ils ont décidé de vendre ces actions ; cette décision a été applaudie par les ONG environnementalistes suédoises.

Le 28 janvier, les Tupinikim et Guarani, avec l'aide de groupes d'appui, de mouvements d'étudiants et du MST (mouvement des paysans sans terre), ont passé la journée à reconstruire le village en ruines d'Olho d'Água.

Dans le domaine juridique, les services du ministère public à Espírito Santo préparent un nouvel appel où ils demandent au juge fédéral d'accorder aux Tupinikim et Guarani le droit d'occuper la zone jusqu'à ce que le gouvernement fédéral prenne une décision définitive au sujet de la démarcation.

Le 30 janvier, avec l'appui de diverses autorités, une délégation de 8 leaders indigènes s'est réunie pendant 30 minutes avec le président de la république, Luíz Inácio 'Lula' da Silva, à l'aéroport de Vitória, à la fin d'une courte visite du président à l'État d'Espírito Santo. Le président leur a promis qu'il enverrait le ministre de la justice, Márcio Thomaz Bastos, parler directement avec eux, pour résoudre le problème de la démarcation.

Lula a tenu sa promesse. Le 9 février, une commission indigène de 20 chefs et leaders s'est réunie pendant une heure et demie avec le ministre de la justice et le président de la FUNAI (agence fédérale pour les affaires indigènes), Mércio Pereira Gomes, qui ont promis de publier la nouvelle étude sur la zone indigène menée en novembre et décembre 2005 pour actualiser et compléter certains aspects des études antérieures faites par la FUNAI entre 1994 et 1998.

L'étude du Groupe de Travail (GT) de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) menée à Espírito Santo a été publiée fin février. Elle confirme la légitimité des terres indigènes, raconte leur occupation depuis des temps immémoriaux et souligne les « retranchements successifs de leur territoire traditionnel, en fonction de politiques erronées qui, depuis des années, limitent et rendent en quelque sorte inviables les droits et les perspectives des peuples indigènes ». Il s'agit d'une mise à jour d'un

premier travail effectué par le GT en 1997, où l'on reconnaissait déjà que les terres du Nord de l'État appartenaient aux autochtones. La confirmation actuelle est un pas très important vers l'homologation définitive des 18 070 hectares en question.

L'étude mentionne aussi la transformation du mode de vie traditionnel que la présence d'Aracruz Celulose a imposée dans la région. Les plantations d'eucalyptus introduites et maintenues par Aracruz Celulose sont considérées comme responsables de « profondes transformations [de l'environnement] que l'entreprise insiste à nier ». Pour le GT, les communautés indigènes se retrouvent aujourd'hui devant une détérioration généralisée des conditions environnementales, qui comprend la destruction des forêts et de la faune, la contamination ou l'assèchement des ruisseaux et l'appauvrissement des sols.

Autrefois, le gibier y était abondant et varié (tatou, pécarí, paca, cotia, cerf, jacu, tamandua, jacutinga, jacupemba, macuco, coati), mais le déboisement a provoqué l'extinction de presque toute la faune autochtone. À l'heure actuelle, l'élevage de poules, cochons, chèvres et vaches, qui n'en est qu'à ses débuts, représente un complément alimentaire et une possibilité de revenus.

Le manque d'eau des fleuves et des ruisseaux proches des villages y est mentionné aussi. D'après le GT, les fleuves et les ruisseaux de la région sont contaminés. D'autre part, les eaux du fleuve Doce ont été détournées vers le fleuve Riacho pour les besoins d'Aracruz Celulose ; cela a fait disparaître ou diminuer considérablement les espèces de poissons traditionnellement utilisées par les indiens, et augmenter le nombre des poissons prédateurs et fortement compétitifs comme le piranha et le poisson-chat africain. Ainsi, les techniciens du GT reconnaissent non seulement la légitimité des terres indigènes mais les préjudices d'ordre culturel, environnemental et social qui ont découlé de l'installation d'Aracruz Celulose dans la région.

Les étapes de l'accord entre les indigènes et la multinationale figurent elles aussi dans l'étude, avec des informations sur la démarcation qui avait été autorisée par le ministre de la justice de l'époque, Iris Resende. Cette démarcation n'avait concerné qu'une partie des terres indigènes et il y avait eu certaines irrégularités, que le ministère public d'Espírito Santo avait reconnues. Les indigènes l'ont considérée comme illégale et c'est elle qui a conduit à l'utilisation des terres par des tiers et à l'épuisement du sol, dont la fertilité est actuellement compromise.

La publication de l'étude marque le début du délai de 90 jours dont dispose la multinationale pour y répondre et pour envoyer son rapport à la FUNAI. Celle-ci aura à son tour 60 jours pour préparer et signer un rapport qui sera présenté au ministère de la justice.

La lutte des Tupinikim et Guarani se poursuit, et ils vous demandent de continuer à les appuyer !

Article fondé sur des informations tirées de : "Follow-up on the violent Federal Police action against the Tupinikim and Guarani indigenous peoples in Brazil", Réseau Alerte contre le Désert vert, 10 février 2006, envoyé par Winfridus Overbeek, FASE – ES, adresse électronique : winnie.fase@terra.com.br ; "Funai publica estudo que confirma ocupação de terras indígenas pela Aracruz Celulosa", Flávia Bernardes ; "Royal News : Sweden's Royals Sell Forestry Shares", Femalefirst, <http://www.femalefirst.co.uk/lost/132772004.htm>.

